

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 102 - VENDREDI 8 AVRIL 2011

LE MERLE MOQUEUR

L'injustice avance à pas de souris quand la France recule à pas de Guéant

AGENDA MILITANT

→ 8 Avril

Pierrefitte/Seine [Peut-on hiérarchiser les discriminations racistes ?](#)

→ 9 Avril

Paris [Un pour tous et tous contraints - meeting national](#)

→ 11 Avril

Paris [L'oligarchie, ça suffit ! Vive la démocratie](#)

→ 12 Avril

Rennes [Conférence-Débat Palestine/Israël avec Michel Warchawski](#)

→ 13 Avril

BdR/Aubagne [Social, politique, institutions, quels nouveaux rapports ?](#)

→ 14 Avril

Pont-Péan [L'engagement citoyen, associatif, parental ... avec humour](#)
Toulouse [Ag des «Amis et partisans du front de gauche élargi»](#)

→ 15 Avri

81-Migennes [Hommage à Jean Ferrat](#)

→ 18-22 Avril

St-Denis [Féminisme-Enjeux Stage Acteurs-relais](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Le rassemblement**

P. Volpini, [Point de vue d'un unitaire en sommeil](#)

→ **Elections**

Front de gauche, [présidentielles, législatives 2012](#)

→ **A lire**

P. Tort, [Autour de Darwin, avec des commentaires de F. Bouviolle et P. Zarka](#)

Un PS en panne de projet mais pas d'« ambitions »

En 1981, le Parti socialiste louait des milliers de panneaux publicitaires pour afficher le slogan : « Changer la vie ». Trente ans plus tard, l'objectif est : « le changement » pour éviter que « les mêmes responsables » continuent « la même politique » pour obtenir « les mêmes résultats ». Or, tonne le document : « Nos compatriotes veulent le changement ; le devoir des socialistes est d'y répondre ». Rien de moins mais... rien de plus.

Chômage, inégalités et relégation sociale sont mis sur le même plan que les incivilités et la violence urbaine. Pour les rédacteurs socialistes, la prise de conscience que « l'Occident n'est plus le centre du monde » ajoute une crise de sens à la crise sociale. Enfin, le Parti socialiste découvre que la préservation environnementale est inséparable de la justice sociale.

La source de la crise économique et sociale est à rechercher chez « les dirigeants des pays les plus riches [qui], en général, ne tirent pas les bonnes leçons des dégâts provoqués par les mauvaises pratiques ». Nicolas Sarkozy est, pour sa part, « en fin de cycle » et le quinquennat finissant est celui du « temps perdu » et « des résultats [qui] ne sont pas là ». Les familles Bettencourt, Pinault, Arnault, et consorts trouvent également que le travail n'a pas été conduit à bonne fin...

Les socialistes opposent à ce quinquennat « la rigueur dans la gestion publique qui, voilà dix ans, était la marque du gouvernement de Lionel Jospin ». Oubliée la réponse du chef de gouvernement de la Gauche plurielle à propos des licenciements boursiers selon laquelle « l'État ne peut pas tout ».

Plus fort encore, le PS rend hommage à « tous ceux qui, par-delà les alternances et les époques, ont exercé, depuis 1958, la magistrature suprême » : « ils ont contribué au rayonnement de la France » (sic) ! Exit, la Françafrique, la tuerie d'Ouvéa, et autres barbouzeries. Exit la répression dans les entreprises dont résultèrent des milliers de licenciements de militants. Et tant d'autres méfaits dont nous gardons la mémoire.

Quant aux propositions phares du projet socialiste - 300 000 emplois jeunes, l'encadrement des loyers, le plafonnement des salaires des dirigeants des seules entreprises ayant des capitaux de l'État, 10 000 policiers de proximité... -, elles ne risquent pas de faire trembler les patrons du CAC 40, ni le directeur du FMI.

Le principal souci des rédacteurs du programme socialiste était d'y intégrer peu ou prou les « ambitions » des différents challengers possibles à la primaire. C'est fait. Mais à quel prix !

● GILLES BOITTE

Vers un "nouveau" Front de gauche ?

Le texte stratégique du Front de gauche marque une première évolution dans la conception du Front de gauche. La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) en débat, de même que les autres composantes de la gauche d'alternative. Le NPA soigne les apparences avant de lancer la candidature d'Olivier Besancenot.

Le Front de gauche a adopté le 31 mars un texte stratégique qui énonce les bases de son approche pour la prochaine période. On y trouve quelques avancées, à la fois réelles et bordées par de multiples "précautions". Premièrement, le texte aborde de front le problème du rapport entre mouvement « social » et politique institutionnelle, évoquant l'idée que les citoyens soient « *au cœur même des processus politiques (...). le Front de Gauche souhaite développer la logique de rassemblement qu'il porte, l'enraciner partout dans le pays, s'ouvrir à toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à notre démarche dans le prolongement de leur engagement citoyen, syndical ou associatif* ». Les formes de la participation des citoyens sont ainsi abordées : « *Toutes les voies de cet engagement peuvent être imaginées, dans des formes d'association à notre démarche dont nous voulons débattre avec elles et eux. Cela pourrait, par exemple prendre la forme d'Assemblée citoyenne du Front de Gauche* ». Jusqu'à présent, le Front de gauche n'avait pas souhaité structurer des espaces destinés à la participation directe des citoyens, même si des expériences locales multiples se sont développées ces derniers mois. On

note bien qu'il s'agit de « *s'associer* » à « *notre démarche* », même s'il est possible d'en « *débattre* ».

Le texte du Front de gauche évoque tour à tour l'enjeu central de la participation des citoyens aux dynamiques politiques, son propre élargissement, l'existence de deux orientations à gauche et la nécessité de subvertir la logique présidentielle de la Vème République.

Deux orientations à gauche

Deuxièmement, le texte porte l'idée qu'il existe deux orientations à gauche : « *Tout cela nécessite un changement du rapport des forces au sein de la gauche en faveur des forces de la transformation sociale. Loin de toute conception d'aménagement du système, nous voulons rendre majoritaire dans notre peuple et dans la gauche les idées de transforma-*

tion sociale et écologique. Nous entendons ainsi œuvrer à clarifier le débat à gauche auprès de nos concitoyennes et concitoyens afin qu'ils tranchent en connaissance de cause devant le suffrage universel, entre deux orientations qui parcourent la gauche, celle de l'accommodation au système et celle de son rejet. ». Ce point assèche - sur le papier - la critique récurrente du NPA par rapport au PCF : son ambiguïté par rapport au PS, et par exemple son éventuelle participation gouvernementale dans une majorité dominée par l'orientation sociale-libérale. Le texte exprime la volonté de « *construire une victoire aboutissant à l'élection d'un président de gauche et d'une majorité de gauche au Parlement permettant de former le gouvernement de transformation sociale, écologique et démocratique (...)* A l'inverse, qu'on ne compte pas sur nous pour appliquer une politique qui ferait encore payer aux salariés et aux classes populaires la crise du capitalisme ».

En troisième lieu, le texte évoque « *l'élection présidentielle, dont nous combattons le principe* », car elle est « *conçue pour bipolariser la vie politique, et marginaliser les projets réellement alternatifs dans le débat politique* » : « *En minimisant les élections législatives, ●●●*

●●● et donc le rôle du Parlement, en privilégiant le choix d'un seul homme ou d'une seule femme et en personnalisant ce débat à outrance, elle dénature la démocratie. Nous allons rompre avec cette manière de concevoir le débat politique, qui éloigne le peuple de l'engagement politique nécessaire. (...) Nous allons 'subvertir' la logique présidentielle de la 5^{ème} République en menant de front élections présidentielles et législatives ».

Dernier point, le Front de gauche est « favorable à s'élargir à des formations politiques qui partageraient les orientations stratégiques qu'il propose et les grandes lignes de son programme ». On sent bien, là encore, que chaque proposition du texte est associée à la volonté des composantes du Front de gauche de maîtriser les processus.

Au total, on peut constater le chemin parcouru dans des domaines qui sont au cœur des préoccupations portées notamment par différents appels récents de personnalités et de militants, et par des forces telle que la Fédération pour une alternative sociale et écologique. Précisons que le document diffusé sera complété prochainement de deux annexes : « nos principales mesures du programme populaire et partagé et un

UN FRONT DE GAUCHE OUVERT À LA CITOYENNETÉ

Nous devons mesurer l'immensité du travail qui est devant nous, nous sommes face à une crise sociale, économique, environnementale, institutionnelle, politique, démocratique. L'abstention aux élections montre le fossé entre les citoyens et les institutions qui ne répondent plus aux attentes. Qu'ont dit les forces de gauche aux électeurs, lors des élections régionales ? Votez à gauche, vous serez plus fort pour constituer un contre-pouvoir face à la politique de N. Sarkozy. Les électeurs l'ont fait, 20 régions ont été confirmées à gauche, pour quels résultats ? Depuis les électeurs ont perdu leur retraite à 60 ans, sans que les dites institutions ne sortent du rang, déclarent le pouvoir illégitime et contribuent à une situation de crise politique. Le même discours, de plus en plus décrédibilisé, a été tenu lors des élections cantonales. Comment être surpris par ce « refus de vote » pour reprendre l'expression de P. Zarka. Aucun changement ne sera possible si le mouvement populaire n'en est pas l'acteur essentiel, l'histoire regorge d'exemples.

(...) La FASE n'a pas été créée pour travailler exclusivement les rassemblements électoraux. Nous voulons travailler aussi et surtout des rassemblements, des majorités d'idées. Disant cela je ne fais pas partie de ceux qui boudent les échéances électorales, elles ne sont pas un but, mais un moment particulier du combat politique,

accord cadre pour les législatives », en cours d'élaboration.

Faire avec le Front de gauche : comment ?

De son côté, la FASE a tenu les 2 et 3 avril sa coordination nationale, marquée notamment par l'adoption d'un texte d'orientation sur ces fondamentaux et sa ligne stratégique, et par celle d'une procédure de décision concernant les

rien de plus et aussi rien de moins. Aujourd'hui, le Front de gauche est inscrit dans le paysage politique avec ses limites certes, mais il est un espace repérable, nous devons contribuer à créer les conditions d'un Front de gauche repensé dans sa forme et dans sa conception.

(...) Certains débats me font penser à ceux qui existent dans le Parti communiste, les identitaires redoutent le Front de gauche car ils pensent que le PC va s'y diluer. Je ne partage pas ce point de vue, la FASE sera entendue, repérée si elle se confronte avec d'autres. On ne vit pas en se marginalisant. Je voudrais aussi que nous réfléchissions au caractère structurant de l'élection présidentielle. Il peut y avoir plusieurs scénarios, je souhaite le meilleur, mais elle peut aussi engendrer le pire : un changement de personnel politique mais une aggravation des politiques libérales. Tout peut s'en trouver bousculer, un changement d'époque peut s'opérer, un séisme qui balaie les forces de l'alternative dans leurs diversités. Je suis pour créer les conditions qui permettent à la FASE de prendre sa place dans un Front de gauche ouvert à la citoyenneté. Car c'est là que nous serons le plus utile.

● BERNARD CALABUIG*

*Intervention de Bernard Calabuig, l'un des animateurs des Communistes unitaires, lors de la Coordination nationale de la FASE.

échéances électorales de 2012 (incluant des allers-retours entre les collectifs de la FASE et le collectif d'animation national). Quatre options principales ont été exprimées dans le débat sur les échéances électorales.

La première, qui se revendique elle-même comme « très minoritaire », défend le retrait du processus électoral tant que tout l'arc des forces antilibérales ne serait pas réuni. La deuxième maintient ●●●

●●● une ligne "médiane" entre le NPA et le Front de gauche, renvoyant dos à dos le repli sectaire acté lors du dernier congrès du premier et les « ambiguïtés stratégiques » du Front de gauche. La troisième et la quatrième orientation considèrent qu'il faut réaliser un rapprochement avec le Front de gauche, l'une en devenant un partenaire de celui-ci. La différence ne porte pas sur la critique de la nature et des formes du Front de gauche jusqu'à présent – un cartel de partis, seulement électoral, peu ouvert à des forces et laissant pour le moment les citoyens sur le palier –, ni sur la volonté que le rassemblement reste ouvert à la participation du NPA, mais sur les modalités qui pourraient nourrir une dynamique politique plus puissante. A l'évidence, le choix final dépendra des discussions avec le Front de gauche, au sein duquel le Parti de gauche et Gauche unitaire viennent de s'exprimer une nouvelle fois pour l'ouvrir et le transformer.

Par ailleurs, l'idée de s'engager lors de cette coordination en faveur de la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle a été repoussée, même si de

nombreux militants estiment que celui-ci pourra être le candidat unitaire : d'abord la démarche politique, les discussions avec le Front de gauche (une rencontre rapide avec lui est annoncé).

La Fédération pour une alternative sociale et écologique, qui vient de réexprimer ses fondamentaux, s'oriente vers un rapprochement avec le Front de gauche. Ses modalités - participation ou partenariat - sont en débat.

De son côté, Convergences et alternative, qui regroupe des militants unitaires du NPA désireux de ne plus centrer leur action sur le combat interne à ce parti, souhaite aller vers la participation au Front de gauche. Le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) semble

aller dans le même sens. Les Alternatifs devraient se déterminer après juin. Le NPA, lui, a exprimé lors de la réunion de son Conseil politique national la volonté d'un « rassemblement anticapitaliste sur la base d'un programme radical pour les luttes » et de débattre « avec l'ensemble des forces politiques, syndicales, associatives, à la gauche du PS ». Dans le même temps, il prépare l'annonce de la candidature d'Olivier Besancenot en juin. Le PCF, lui, réunit les 8 et 9 avril son Conseil national afin de faire le point sur les options en présence pour 2012, avant un processus de consultation interne ponctué d'une Conférence nationale du parti les 4 et 5 juin, avant un vote des militants du 16 au 18 juin. André Chassaigne, candidat à la candidature présidentielle du Front de gauche, est monté au créneau ces derniers jours, exigeant de la direction du Parti qu'elle exprime clairement son choix pour Jean-Luc Mélenchon, au lieu de le faire avancer par la bande. Un autre candidat annoncé est André Gérin, mais lui souhaite être un candidat de rassemblement du seul PCF.

● GILLES ALFONSI

LE PCOF : « POUR UN FRONT POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE, MAINTENANT ! »

(...) il faut développer des politiques de front, unitaires, sans exclusives. Nous disons qu'il faut un front : là dessus, l'accord nous semble évident. Nous disons qu'il doit être populaire. Cela signifie pour nous, l'alliance de toutes les couches victimes de la politique néolibérale et de la crise du système capitaliste. Une alliance politique, qui mette en mouvement des forces politiques, sociales, des syndicats, des associations, etc. (...). Nous disons enfin que ce front doit être révolutionnaire. Il doit afficher clairement son ambition de rompre avec le système.

(...) Il y a urgence pour la gauche de transformation sociale de se lier profondément à ces fronts de contestation de la politique actuelle, de présenter et de se comporter comme une alternative à ce système briseur de vies et qui ne peut se perpétuer que par la destruction de forces productives. Autrement dit, nous pensons que les principaux efforts doivent être développés par la gauche de transformation sociale pour se lier étroitement au mouvement ouvrier et populaire.

Ce n'est pas céder au « mouvementisme » : c'est la condition pour gagner. Nous voulons travailler à cette construction politique. Nous allons discuter avec toutes les composantes de la gauche de transformation sociale de nos propositions politiques, car nous pensons que l'essentiel est le contenu de la politique de rupture à développer. Nos propositions dans ce domaine ne sont pas « à prendre ou à laisser » : la lutte politique et la lutte pour l'unité de la gauche de transformation sociale suppose des compromis. L'essentiel est de savoir s'il y a volonté de mener le débat, la polémique, pour aboutir à des positions qui fassent avancer les intérêts ouvriers et populaires, à court et à plus long terme.

Contribution présentée par Christian Pierrel, représentant du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), lors de la Coordination nationale de la FASE. Site du PCOF : <http://www.pcof.net>

La FASE et la période 2011 – 2012

Voici la partie du texte d'orientation de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) concernant la période 2011-2012 et les échéances électorales de 2012.

Les élections jalonnent la vie politique (régionales en 2010, cantonales en 2011, présidentielles puis législatives en 2012). Elles sont des moments importants de cristallisation des rapports de force. Sachons cependant relativiser la place de ces échéances dans notre activité. Même si elle joue un rôle particulièrement structurant dans la vie politique actuelle, l'élection présidentielle est le summum d'une conception délégitime de la politique.

Quelle que soit la décision que nous prendrons pour les campagnes 2012, nous ne perdons pas de vue que notre projet est de contribuer à fédérer toutes les énergies de la gauche de transformation sociale et écologique, et de faire de la politique le bien commun de toutes et tous.

Nous agissons pour que 2012 ne soit pas une nouvelle période de déchirement entre les acteurs de la gauche d'alternative, comme en 2007. Nous agissons pour que la période 2011-2012 soit marquée par les plus grandes mobilisations possibles. Cela changerait les conditions de la période électorale. Cela serait une chance pour l'appropriation des enjeux, et l'implication de toutes et tous dans la définition d'un projet alternatif.

(...) Lors des rencontres successives avec le Parti de gauche, la Gauche unitaire et le Parti communiste, nous avons constaté de nombreuses convergences

tant sur l'analyse générale de la situation politique que sur l'affirmation de la volonté d'une convergence large pour une alternative sociale et écologique.

Nous cherchons à examiner avec le Front de gauche et ses organisations, comment avancer dans cette construction, avec d'autres forces disponibles pour cela, en espérant que le NPA ne restera pas en dehors d'une dynamique de large rassemblement pluraliste.

Nous avons participé depuis à des réunions sur les thématiques du programme partagé, et nous participons aux échanges sur les textes synthétiques élaborés par les composantes du Front de gauche. Et nous posons la question d'un élargissement de ce travail aux citoyens, question qui vient d'ailleurs de faire l'objet d'un appel « *Pour une dynamique populaire du Front de gauche : engageons nos énergies citoyennes* »

associant des militants issus de forces politiques et de forces sociales (syndicalistes en particulier).

(...) Malgré le résultat du congrès de février, nous considérons toujours que le NPA a toute sa place dans une convergence de la gauche d'alternative.

La nécessité d'un large rassemblement de la gauche d'alternative ne fait pas de doute. Nous avons toujours affirmé notre volonté du rassemblement le plus large, ou à défaut le rassemblement partiel le plus large possible de la gauche de transformation. Nous regrettons le refus majoritaire du NPA, exprimé lors de son Congrès des 12 et 13 février 2011, de construire ce rassemblement. Nous cherchons à examiner avec le Front de gauche et ses organisations comment avancer dans cette construction, avec d'autres forces disponibles pour cela, en espérant que le NPA ne restera pas en dehors d'une dynamique de large rassemblement pluraliste.

Le Front de gauche a adopté le 31 mars 2011 un texte « stratégique » qui, avec ses deux annexes à venir (les principales mesures du programme populaire et partagé et un accord cadre pour les législatives) constituera le « texte d'accord du Front de gauche pour les présidentielles et les législatives ». Ce texte propose d'ouvrir le Front de gauche aux citoyen-ne-s et forces politiques qui en partageraient les propositions. ●●●

●●● Pour sa part, le CPN du NPA a adopté les 26 et 27 mars une motion « pour un rassemblement anticapitaliste et les échéances électorales ».

D'ores et déjà, la publication de ces textes est une occasion de prendre des initiatives localement.

Nous réaffirmons dès à présent notre volonté de créer un cadre commun avec les organisations du Front de gauche, et d'autres composantes qui le voudront, un cadre que nous souhaitons national et ouvert à toutes les composantes qui en partagent les fondamentaux et qui souhaitent en faire partie, ouvert aux citoyen-ne-s qui ne sont rattaché-e-s à aucune des composantes organisées, inscrit dans une dynamique unitaire et populaire, ce qui suppose de créer les conditions de la mise en place et du développement de collectifs locaux ouverts aux individus et à toutes les forces de la gauche de transformation.

En juin 2010, nous avons affirmé : « *la question du nom on le voit bien est incontournable car elle signifie un contour et un projet. La FASE propose par exemple « Front pour une alternative de gauche », qui garde une référence au « front de gauche » tout en induisant une rupture et en précisant le sens de ce que nous voulons comprendre ensemble* ». Pour certain-e-s, cette question reste d'actualité ; pour d'autres elle est aujourd'hui secondaire ou dépassée.

Nous nous attacherons dans la prochaine période à reprendre l'initiative concernant les enjeux de recomposition du rapport entre les mouvements dits sociaux et la politique institutionnelle. Il s'agit là selon nous d'un enjeu cardinal pour changer les conditions politiques et réussir une percée de l'exigence d'une véritable alternative politique. Il faut redonner du sens à la participation populaire à la vie politique, relever le défi de l'appropriation de la politique par le plus grand nombre pour des transformations révolutionnaires. Nous porterons, de l'intérieur des luttes de résistance, la question de l'alternative politique et du projet.

C'est à partir de ces fondamentaux que nous voulons être acteurs des prochaines échéances électorales, et que nous voulons contribuer à forger l'identité d'une campagne unitaire de la gauche de transformation sociale et écologique, indépendante du social-libéralisme. C'est ainsi que nous créerons les conditions d'une majorité de rupture face à la droite et au système capitaliste. Nous ne participerons ni à une majorité, ni à un gouvernement dominé par le social-libéralisme.

Nous voulons un accord politique permettant d'identifier du commun en même temps que nous continuerons bien sûr à défendre, comme chaque force dans le rassemblement, et comme les individus qui y contribueront, nos options, nos positions et nos propositions.

Nous voulons un accord politique permettant d'identifier du commun en même temps que nous continuerons bien sûr à défendre, comme chaque force dans le rassemblement, et comme les individus qui y contribueront, nos options, nos positions et nos propositions. Dans une telle dynamique unitaire, nous participerons à forger l'identité politique du rassemblement et jouerons notre propre partition, avec ceux qui le voudront.

Nous voulons, pour l'élection présidentielle et dans toutes les circonscriptions pour les législatives, des candidatures communes, porteuses d'un projet de campagne unitaire co-construit et partagé, tant dans son contenu que dans ses formes. Dans cet objectif, nous poursuivons les discussions avec le Front de gauche et ses composantes, le NPA, et

toutes les forces de la gauche de transformation.

Concernant la conception de la campagne, nous proposons :

- de porter les axes de rupture précédemment énoncés, notamment l'exigence de refonte des institutions, incluant la mise en cause de l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

- d'articuler constamment la campagne des législatives et des présidentielles, et l'après élection : quelle intervention collective commune extraparlamentaire ou articulant élus et mobilisations ?

- une animation collective de la campagne, permettant de donner à voir la diversité du rassemblement, en cherchant constamment à montrer les points communs essentiels... et en assumant les différences dans une dynamique pluraliste.

Quelle que soit la personne qui sera élue à l'élection présidentielle de 2012 nous nous engageons dès à présent à poursuivre notre action, en lien avec les mouvements à venir et en lien avec les débats nécessaires avec les forces sociales, concernant le projet et l'alternative politiques, et la perspective de transformation de la société.

La version intégrale de ce texte est sur le site de la FASE : <http://lafederation.org>

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi ,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant

Désir d'agir ensemble

Un texte collectif de militants de Convergences et Alternative (C&A) et de l'Association des Communistes unitaires (ACU).

Nous sommes issus de deux cultures politiques, proches et distinctes à la fois. Les uns viennent des expériences d'action et de débat de la LCR et du NPA ; d'autres de celles du PCF. Nous prenons la plume aujourd'hui pour dire notre désir d'agir en commun. Dans le passé récent, notre rencontre s'est d'abord faite dans l'expérience commune des collectifs antilibéraux issus de la campagne du non au TCE, et autour du constat de l'incapacité des principaux partis de la gauche de transformation, LCR-NPA et PCF, de dépasser leur construction identitaire pour engager des dynamiques politiques communes larges et ouvrir ensemble la voie à une force politique nouvelle.

Si les tentatives unitaires ont depuis connu plusieurs échecs, la volonté unitaire perdure autour de nous et parmi nous : elle nourrit nos combats politiques, et s'enrichit d'exigences fortes mêlant refondation et rénovation du projet politique ; elles traversent toutes les forces politiques de la gauche de transformation sociale, qui connaissent de véritables crises d'orientation et d'identité.

Nos convergences ne se réduisent pas au débat sur les prochaines élections. En fait, nous avons déjà en partage bien des « fondamentaux » :

- l'exigence de reconstruction d'une perspective émancipatrice, de dépassement de toutes les dominations et oppressions, d'une élaboration populaire d'un projet pour une transformation démocratique, sociale et écologique de la

- société, en rupture avec le capitalisme,
- la volonté de dépasser la césure entre mouvement social et politique institutionnelle, pour aller au-delà des luttes de résistance et changer le rapport du peuple aux institutions,
- la nécessité de l'unité de la gauche de transformation sociale et écologique, pour contester la domination du social-libéralisme sur la gauche politique et faire naître une dynamique populaire,
- le projet de création, avec beaucoup d'autres, d'une large force politique de transformation sociale et écologique, rassemblant les différentes sensibilités de la gauche d'alternative.

Le seul cadre politique unitaire existant aujourd'hui est le Front de gauche. Malgré ses insuffisances et ses limites, c'est un premier rassemblement avec lequel il faut agir.

Ces éléments ne forment certes pas un projet tangible, mais ils sont déjà plus que des prémisses : à condition d'être poussés plus avant, de donner lieu à des expériences et des pratiques, ils peuvent faire leviers pour changer la politique, ici et maintenant.

Pour un front et une dynamique politique large

Chaque épisode de la vie politique et sociale (remontée du FN, crise politique du sarkozisme, nécessité d'une alternative de gauche, coupure entre mouvement social et représentation politique...) renforcent la nécessité d'une dynamique unitaire de gauche.

De fait, même si la convergence des antilibéraux est affaiblie par le refus du NPA d'y participer, le seul cadre politique unitaire existant aujourd'hui est le Front de gauche. Malgré ses insuffisances et ses limites, c'est un premier rassemblement avec lequel il faut agir.

Nous lui posons - comme d'autres militants, issus notamment de forces syndicales - la question de son élargissement et de sa transformation, au-delà d'un cartel électoral et d'un cartel de partis, pour qu'il devienne une convergence de forces et de citoyens et fassent bouger les lignes entre le social et la politique.

Nous ne sommes pas partisans du tout ou rien : les enjeux actuels - l'existence et la refondation d'une gauche digne de ce nom en France - ne peuvent être sacrifiés sur l'autel des préalables et préconditions qui conduisent parfois à gâcher ou à réduire le champ des possibilités. C'est maintenant qu'il faut lutter contre Sarkozy, combattre l'extrême droite et proposer une autre option que le social ou l'écolo-libéralisme.

Toute avancée dans le sens de la transformation et de l'élargissement du Front de gauche est donc à notre sens à ●●●

●●● saisir, dépassant les clivages nés des divisions des dernières années. Dès lors que le contenu et le cadre d'un accord politique avec le Front de gauche conviendrait, nous en serons avec bien d'autres.

Nous pensons qu'il est possible que les forces actuelles du Front de gauche, et d'autres qui voudront participer à sa transformation, trouvent les formes permettant l'élargissement du Front à d'autres forces politiques et aux citoyens, afin que s'engage une dynamique politique commune. Le plus tôt sera le mieux. Nous voyons avec intérêt des initiatives qui vont dans ce sens (Front de gauche pour une alternative sociale et écologique ici, convergence pour les élections cantonales là...) et qui plaident pour un cadre national qui s'ouvre largement.

Oui, il est possible d'avoir des campagnes et des candidatures communes aux législatives et à l'élection présidentielle ; elles peuvent porter les exigences de dépassement du système institutionnel actuel et de la présidentialisation de la vie politique, et défendre un projet alternatif et des mesures de ruptures, pour une majorité politique répondant aux besoins sociaux écologiques et démocratiques, et ne pas se résigner à des politiques de gestion de la crise ou d'accompagnement sans rupture du libéralisme.

Les meilleures candidatures seront celles qui feront le plus large accord et qui porteront une démarche collective. Concernant l'élection présidentielle, nous soutiendrons celle qui rassemblera le plus largement, dès lors que seraient réunis les conditions d'une campagne pluraliste, valorisant la diversité en même tant que le socle commun, faisant place à la parole des citoyens.

Poser dès maintenant l'enjeu de la création d'une nouvelle force politique

Le débat sur la création d'une force politique de transformation sociale et écologique est devant nous. Nous ne le confondons pas avec l'enjeu de la dynamique politique.

Nous ne voulons pas donner l'impression

que la dynamique dans les luttes et dans les urnes pourrait régler naturellement, et rapidement, la question de l'organisation politique à construire. La force politique que nous voulons - large, pluraliste, populaire, métissant le meilleur des cultures issues de la gauche politique et social... - sera le résultat de choix de dizaines de milliers de militants et citoyens, de syndicalistes et d'animateurs de mouvements sociaux, en recherche d'un outil politique utile à leurs combats quotidiens.-

En même temps, nous souhaitons aussi que les prochains mois permettent de franchir des étapes vers une mise en commun de forces militantes trop dispersées, dès lors que les objectifs et les formes en seraient bien explicités.

Nous sommes disponibles pour ce débat, déjà souhaité tant par la FASE que par les Alternatifs (avec leur proposition d'assises d'une « gauche alternative »), le Parti de gauche et la Gauche unitaire (confirmés lors de leurs congrès respectifs). Nous pensons qu'au NPA et au PCF, les positions ne sont nullement figées, même si nous voyons bien que le NPA s'éloigne de son projet initial d'une force politique rassemblant « *le meilleur des traditions socialistes, communistes, libertaires, écologistes, révolutionnaires* » et que le PCF n'accepte pas d'envisager son dépassement.

Nous souhaitons être parties prenantes de tous les débats sur les contenus d'une stratégie politique comme sur les formes d'organisation.

En même temps, nous souhaitons aussi que les prochains mois permettent de franchir des étapes vers une mise en commun de forces militantes trop dispersées, dès lors que les objectifs et les

formes en seraient bien explicités.

Les Alternatifs font des propositions. La Fédération pour une alternative sociale et écologique, à laquelle les Communistes unitaires participent, a déjà exprimé qu'elle était disponible pour une nouvelle étape d'un processus fédératif ; des militants unitaires du NPA cherchent à se regrouper pour reprendre la voie de regroupements politiques pluralistes. Alors allons-y, commençons à faire mouvement ensemble.

Gilles Alfonsi (ACU), Lucienne Beauverger (ACU), Patrick Beauverger (ACU), Nanie Bellan (ACU), Jean Bigot (C&A), Jean Brafman (ACU), Bernard Calabuig (ACU), Yann Cochin (C&A), France Coumian (C&A), Bernard Debedan (C&A), Alain Lacombe (ACU), Nathalie Lana (ACU), Sylvie Larue (ACU), Michèle Kiintz (ACU), Franck Loizevant (C&A), Jean-Claude Mamet (C&A), Bernadette Millet (ACU), Jacques Millet (ACU), Alain Montaufray (C&A), Claudette Moraine (C&A), Pierre Nouzarède (ACU), Danièle Obono (C&A), Daniel Rome (ACU), Philippe Stierlin (ACU), Thierry Touzet (ACU), José Tovar (ACU), Stéphanie Treillet (C&A), Pierre Zarka (ACU).

Ce texte est publié simultanément dans le bulletin *Convergences et alternative* (<http://www.convergencesetalternative.org>)



Faites passer les Cerises
à vos collègues, vos amis, vos proches
Pour les recevoir, indiquer
nom, prénom, ville, département à
contact.cerises@gmail.com

Conseil Municipal de Nanterre du 29 mars 2011

Construire une paix juste et durable - Une coopération avec les Palestiniens

Réponse à un conseiller municipal sur la Palestine par
Gérard Perreau-Bezouille, Premier Adjoint délégué aux
Finances, Ville-monde et vie urbaine, à Nanterre (1)

En premier, je tiens à vous remercier de cette question et, avant de vous répondre sur le fond, permettez-moi de me féliciter du nombre de Nanterriens - dont vous êtes comme d'autres membres du conseil municipal - qui s'engagent pour mettre fin, dans le respect des résolutions de l'ONU, à un conflit vieux de 70 ans dont les dimensions dépassent depuis longtemps le seul Proche Orient.

Ces résolutions méritent d'être respectée dans ce qu'elles représentent, bien entendu, **de droit à l'existence de l'Etat d'Israël** mais aussi dans ce que ce dernier mette **fin à l'occupation des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza** pour qu'enfin un Etat palestinien voit le jour dans 22 % des terres de la Palestine de 1945, comme le souhaite d'ailleurs une grande majorité du peuple palestinien.

Renforcement et relance des colonies décidées par l'Etat d'Israël, tirs de roquettes, expulsions de familles palestiniennes de Jérusalem Est, attentats, attaque de l'aviation sur Gaza, mur de séparation, blocus de Gaza ne peuvent que renforcer les extrémismes et les partisans de la guerre.

Nous nous plaçons résolument du côté de ceux qui cherchent à construire une paix juste et durable qui ne peut être obtenue qu'en mettant fin à l'occupation.

Depuis des années la municipalité de Nanterre s'inscrit dans cette volonté :

- Accueil d'enfants et des jeunes Palestiniens à plusieurs reprises dans notre ville (2003, 2007, 2008, 2010)
- Protestation contre les actes de guerre de l'Etat d'Israël (Gaza – 2009 – dénoncé par le rapport Goldstone)
- Versements au fond de reconstruction de Gaza mis en place par le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) de Cités Unies France (CUF) et APLA (organisation des Autorités Locales Palestiniennes)(2)
- Adhésion de la municipalité au RCDP animé par CUF et membre du réseau mondial des autorités locales pour la paix au Proche Orient
- Délégations d'Elus en Palestine avec rencontres d'élus palestiniens, de pacifistes israéliens, d'associations de solidarités, de représentants de l'Ambassade de France
- Rencontre régulière avec la Délégation

palestinienne en France et accueil d'élus et de militants palestiniens à Nanterre.

En février dernier, à l'initiative du Service Municipal de la Jeunesse, avec l'aide du service relations et coopérations avec le monde, **10 jeunes Nanterriens ont séjourné en Palestine** (Naplouse, Jérusalem Est, Aizaria, Hébron) **dans le cadre du projet « Passerelle entre deux mondes »**. Ils ont retrouvé les 20 jeunes Palestiniens (Naplouse et Aizaria) qui avaient séjourné dans notre ville en juillet dernier.

A cette occasion, les liens avec la ville palestinienne d'Aizaria, dans la banlieue de Jérusalem Est, partenaire du réseau « FALP pour des métropoles solidaires », se sont de nouveaux renforcés. Cette ville est un symbole, son territoire est traversé par le mur de séparation coupant ainsi des rues, des familles, aggravant les conditions d'accès aux services publics jusqu'à l'eau.

Nous avons reçu de leur part une proposition de signer un **protocole d'amitiés et de coopérations décentralisées**, que nous examinons afin de faire une proposition au Conseil Municipal pour le formaliser lors des Assises de la coopération décentralisée Franco-Palestinienne organisée par le Ministère

(1) <http://www.gauchecitoyenne.fr/>

(2) CUF : <http://www.cites-unies-france.org> - RCDP : <http://www.palestine-diplo.com/spip.php?rubrique15>

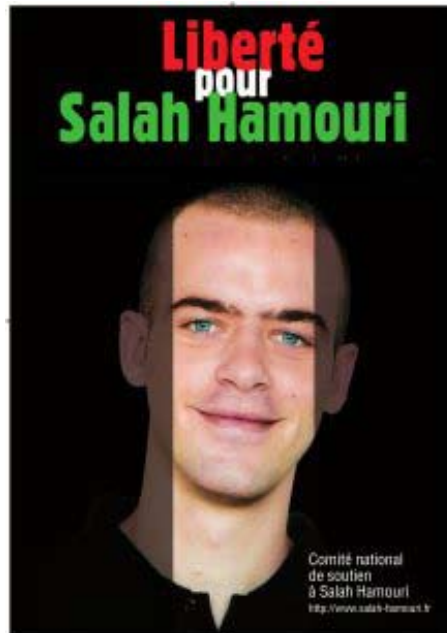
●●● des Affaires Etrangères et Cités Unis France en décembre prochain en Palestine.

Mais notre ville est riche aussi d'engagements citoyens et associatif :

- De nombreux débats sont organisés à Nanterre (2 depuis les débuts d'année à l'Agora)
- Des Nanterriens sont régulièrement parties prenantes des Missions civiles pour la Paix (décembre 2009, été 2010 et 2011)
- Collectes de solidarités et campagnes d'informations
- Délégations citoyennes en Palestine
- Pièce de théâtre sur la Palestine (2010)
- Mobilisation pour la libération du jeune Franco-Palestinien Salah Hamouri, enfermé injustement depuis 6 ans dans les prisons d'Israël et demandent aux plus hautes autorités de l'Etat d'intervenir à l'égal d'autres ressortissants français

Nous pensons que ces engagements, dans leurs diversités, enrichissent la citoyenneté locale comme toutes celles qui s'inscrivent **pour une planète solidaire, pacifique, écologiquement responsable, pour « un autre monde possible ».**

Nous nous félicitons donc que des Nanterriens s'inscrivent dans la campa-



26 ans. En prison, en Israël, depuis plus de 6 ans. Agir avec le [Comité national de soutien à Salah Hamouri](http://www.unbateau-pourgaza.fr/)

gne « *Un bateau français pour Gaza* » portée nationalement par un collectif d'associations afin de briser le blocus illégal de Gaza, de dénoncer la situation humanitaire et la privation de droits vécue par les habitants de ce territoire et la politique d'enfermement menée par

l'Etat d'Israël ainsi que la passivité de la France officielle et de l'Union européenne face à cette réalité.

Nous proposerons dans un prochain conseil municipal que la ville s'associe financièrement à cette initiative au « *bateau français pour Gaza* » composant « *de la flottille internationale de la liberté* » et nous soutiendrons l'initiative que vous prenez le 20 mai prochain à la salle des congrès afin de populariser cette campagne.(3)

Nous serons bien entendu à l'écoute de toute autre initiative.

Pour finir permettez moi d'apporter également ma solidarité à tous ceux qui par le monde se sont levés ces derniers mois contre les despotismes et pour la liberté, contre les colonisations et pour une meilleure répartition des richesses et enfin d'avoir une pensée pour le peuple japonais face aux catastrophes qu'il vit actuellement.

● **GÉRARD PERREAU-BÉZOUILLE**

Séance du Conseil municipal du 29 mars 2011

(3) Un bateau pour Gaza : <http://www.unbateau-pourgaza.fr/>



Si la Commune de Paris m'était contée...



Alain Amicabile et Romain Dutreix
5 euros
ISBN : 2-918757-01-6
Voir sur le site : www.ingenu-editions.com

Dans *Si la Commune de Paris m'était contée...*, Charles Beslay parle d'outre-tombe des 72 jours durant lesquels il fut le premier président de la Commune de Paris. Le livre commence par quelques rappels des événements du printemps de 1871: la Com-

mune décida entre autres de la suppression de la peine de mort (avant qu'elle ne soit remise au goût de l'époque, jusqu'en 1981), de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et de nombreuses « *mesures en faveur du peuple, dans les domaines de l'école, de la santé, de l'aide aux plus faibles, notamment des femmes et des enfants* » (dont l'interdiction des expulsions pour loyers impayés). Le cœur du livre concerne « *l'entrée en scène du peuple* », un événement « *que nous n'avions absolument pas préparé* », puis « *l'erreur* » des Communards : « *Nous pensions que les élections seraient respectées et la légitimité reconnue* », ce qui les a conduit à choisir l'organisation d'élections municipales pour légitimer le nouveau pouvoir au lieu de marcher sur Versailles pour vaincre les forces militaires gouvernementales. « *La Commune de Paris sera noyée dans le sang et définitivement vaincue, le 28 mai 1871* ». Cependant, entre temps aura été pris tout un ensemble de mesures sociales (au sens fort), que le livre décline, dont beaucoup sont aujourd'hui d'une actualité brûlante. Le livre, où les textes d'Alain Amicabile et les dessins de Romain Dutreix s'associent joliment, est une introduction agréable à cette Commune de Paris que Marx salua ainsi : « *La Commune, c'est le peuple agissant pour lui-même et par lui-même* » : « *Le trait nouveau, c'est que le peuple, après le premier soulèvement, ne s'est pas désarmé et n'a pas remis son pouvoir entre les mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes ; c'est que, par la formation de la Commune, il a pris dans ses propres mains la direction effective de sa révolution et a trouvé en même temps, en cas de succès, le moyen de la maintenir entre les mains du peuple lui-même, en remplaçant l'appareil d'État, l'appareil gouvernemental des classes dominantes, par son appareil gouvernemental à lui* » (*La Guerre civile*).

Dans le numéro d'avril



écouter en direct : <http://www.regards.fr/politique/une-rencontre-revolutionnaire>